

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD ENTRE LES AUTORITES COMPETENTES DU ROYAUME DE BELGIQUE ET DE LA REGION ADMINISTRATIVE SPECIALE DE HONG KONG DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE CONCERNANT L'ECHANGE AUTOMATIQUE DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX COMPTES FINANCIERS EN VUE D'AMELIORER LE RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES INTERNATIONALES, SIGNE A PARIS LE 16 MARS 2017.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE INSTEMMING MET HET AKKOORD TUSSEN DE BEVOEGDE AUTORITEITEN VAN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE SPECIALE ADMINISTRATIEVE REGIO HONGKONG VAN DE VOLKSREPUBLIC CHINA BETREFFENDE DE AUTOMATISCHE UITWISSELING VAN INLICHTINGEN INZAKE FINANCIËLE REKENINGEN MET HET OOG OP HET VERBETEREN VAN DE INTERNATIONALE NALEVING VAN BELASTINGVOORSCHRIFTEN, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 16 MAART 2017.

PHILIPPE,

64083/3

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre des Finances,

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Minister van Financiën,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Finances sont chargés de présenter, en Notre nom, à la Chambre des Représentants le projet de loi dont la teneur suit :

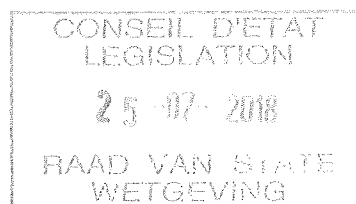
De Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Financiën zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen :

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.



ART. 2

L'Accord entre les autorités compétentes du Royaume de Belgique et de la Région Administrative Spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales internationales, signé à Paris le 16 mars 2017, sortira son plein et entier effet.

Donné à

ART. 2

Het Akkoord tussen de bevoegde autoriteiten van het Koninkrijk België en de Speciale Administratieve Regio Hongkong van de Volksrepubliek China betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen met het oog op het verbeteren van de internationale naleving van belastingvoorschriften, ondertekend te Parijs op 16 maart 2017, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

PAR LE ROI :

VAN KONINGSWEGE :

Le Ministre des Affaires étrangères,

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Didier REYNDERS

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Johan VAN OVERTVELDT

PROJET DE LOI

portant assentiment à l'Accord entre les autorités compétentes du Royaume de Belgique et de la Région Administrative Spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales internationales, signé à Paris le 16 mars 2017

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement soumet aujourd'hui à votre approbation l'Accord entre les autorités compétentes du Royaume de Belgique et de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales internationales, signé à Paris le 16 mars 2017 (ci-après « l'Accord »).

Conformément à la déclaration de principe adoptée par la Conférence Interministérielle de la « Politique étrangère » du 1^{er} décembre 2016, il s'agit d'un traité mixte (fédéral/régions).

L'analyse des dispositions techniques de l'Accord est précédée d'une description du contexte général qui a entouré sa conclusion.

A. Contexte général

Le point de départ de l'Accord peut être déterminé lors de la rencontre des ministres du G20 chargés des Finances en avril 2013. Il avait alors été décidé de développer une nouvelle norme pour l'échange automatique de renseignements. L'OCDE a été chargée d'élaborer cette norme mondiale. Tant les pays membres de l'OCDE que les États membres de l'UE ont soutenu ce mandat.

La nouvelle norme se fonderait sur la législation FATCA développée par les États-Unis et mettrait celle-ci en œuvre à l'échelle mondiale. Les accords conclus par de nombreux gouvernements avec les États-Unis concernant la loi FATCA ont en effet donné une nouvelle impulsion à l'échange automatique de renseignements en tant qu'instrument dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La norme a été façonnée, d'une part, en déterminant les données qui doivent être échangées, ainsi qu'un ensemble de règles, définitions et procédures, et d'autre part, en élaborant un instrument qui permet légalement cet échange. Ces deux éléments ont été consignés dans la Norme commune en matière de déclaration et de diligence raisonnable (norme NCD CRS¹).

¹ Common Reporting Standard. La version complète de la norme a été publiée le 21 juillet 2014 et peut être consultée sur le site internet de l'OCDE: <http://www.keepeek.com/Digital-Asset->

Un groupe de pays précurseurs, membres et non-membres de l'OCDE, se sont engagés à mettre en œuvre la norme dans un délai ambitieux, selon lequel le premier échange automatique de renseignements s'est déroulé en 2017 pour les renseignements relatifs à 2016.

Le 29 octobre, 2014, a été organisée à Berlin, en marge du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, une cérémonie de signature d'un accord multilatéral sur l'échange automatique de renseignements financiers. Cet accord multilatéral est un accord administratif additionnel à la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe du 25 janvier 1988. La Belgique est l'un des pays signataires qui ont échangé des 2017 des renseignements relatifs à l'année 2016 dans le cadre de cet accord multilatéral. Un certain nombre d'Etats ne souhaitent cependant pas adhérer à cet accord multilatéral et préfèrent conclure des accords bilatéraux avec les différents états partenaires. Hong Kong est l'une de ces juridictions.

Au niveau européen également, la norme a été transposée. La Directive 2014/107/UE modifiant la Directive 2011/16/UE prévoit l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers. Cette directive a déjà été transposée dans la législation nationale par la Loi du 16 décembre 2015 réglant la communication des renseignements relatifs aux comptes financiers, par les institutions financières belges et le SPF Finances, dans le cadre d'un échange automatique de renseignements au niveau international et à des fins fiscales (MB du 31 décembre 2015). Cette loi permet au SPF Finances de demander auprès des différentes institutions financières les données nécessaires pour satisfaire à l'échange de renseignements dans le cadre tant de l'accord FATCA, que de la directive et de la norme NCD CRS.

L'approbation du présent Accord permet d'échanger ces données avec Hong Kong.

B. Dispositions techniques

L'Accord est un accord administratif additionnel à la Convention entre le Royaume de Belgique et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong le 10 décembre 2003. L'accord prévoit l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers entre la Belgique et Hong Kong.

Etant donné que l'Accord implique de nouvelles obligations en termes d'échange automatique de renseignements, il ne constitue pas un simple accord administratif et il doit obtenir l'assentiment du Parlement en vertu de l'article 167, § 2 de la Constitution (voir notamment l'avis 57.809/2 du 13 juillet 2015 du Conseil d'Etat).

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Conformément à la section 2 de l'Accord, les différentes juridictions échangeront de manière automatique des informations prédéterminées relatives aux comptes financiers. Cet échange aura lieu au plus tard neuf mois après la fin de l'année civile. Le premier échange aura lieu en 2018 concernant des données de 2017.

En outre, l'Accord prévoit que les données échangées sont soumises à des exigences de confidentialité strictes.

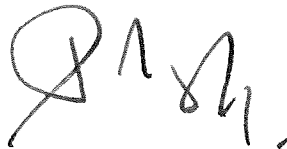
Quand les autorités compétentes de Hong Kong ou de la Belgique estiment qu'une infraction est commise contre l'une des dispositions précédentes, l'autorité compétente peut suspendre (temporairement) l'échange automatique de renseignements qui ressort de cet Accord.

Enfin, l'Accord prévoit une procédure amiable entre autorités compétentes, notamment en cas de difficultés surgissant à propos de l'interprétation de l'Accord.

X

X X

Le Ministre des Affaires étrangères,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Reynders', with a stylized flourish at the end.

Didier REYNDERS

Le Ministre des Finances,

Johan VAN OVERTVELDT

ONTWERP VAN WET

houdende instemming met het Akkoord tussen de bevoegde autoriteiten van het Koninkrijk België en de Speciale Administratieve Regio Hongkong van de Volksrepubliek China betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen met het oog op het verbeteren van de internationale naleving van belastingvoorschriften, ondertekend te Parijs op 16 maart 2017.

MEMORIE VAN TOELICHTING

Dames en heren,

De Regering onderwerpt heden aan uw instemming het Akkoord tussen de bevoegde autoriteiten van het Koninkrijk België en de Speciale Administratieve Regio Hongkong van de Volksrepubliek, China betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen met het oog op het verbeteren van de internationale naleving van belastingvoorschriften, ondertekend in Parijs op 16 maart 2017 (hierna “het Akkoord” genoemd).

Overeenkomstig de beslissing die werd genomen door de Interministeriële Conferentie “Buitenlands beleid” van 1 december 2016 gaat het om een gemengd verdrag (federaal/gewesten).

Hierna vindt u de analyse van de technische bepalingen van het Akkoord, voorafgegaan door een algemene context waarbinnen het Akkoord werd afgesloten.

A. Algemene context

Het aanknopingspunt van het Akkoord kan gelegd worden bij de bijeenkomst van de G20 ministers bevoegd voor financiën in april 2013. Daar werd besloten om een nieuwe standaard inzake de automatische uitwisseling van inlichtingen te ontwikkelen. De OESO kreeg het mandaat om deze globale standaard verder uit te werken. Zowel de OESO-Lidstaten als de EU-Lidstaten ondersteunden dit mandaat.

De nieuwe standaard zou verder bouwen op de door de Verenigde Staten ontwikkelde FATCA-wetgeving en deze op een globaal vlak implementeren. De akkoorden die talrijke regeringen met de Verenigde Staten met betrekking tot die FATCA-wet gesloten hebben, hebben immers een nieuwe impuls gegeven aan de automatische uitwisseling van inlichtingen als instrument in de strijd tegen fiscale fraude en het ontwijken van belasting.

Aan de standaard werd vorm gegeven door enerzijds het vast te leggen welke gegevens dienen te worden uitgewisseld, samen met een reeks regels, definities en procedures en anderzijds een instrument te ontwikkelen dat deze uitwisseling

wettelijk mogelijk maakt. Beide zaken werden vastgelegd in de Gemeenschappelijke Standaard voor rapportering en zorgvuldigheid (de NCD-CRS¹-standaard).

Een groep van voorlopende landen, zowel leden als niet-leden van de OESO, zijn de verbintenissen aangegaan om de standaard toe te passen binnen een ambitieuze termijn volgens dewelke de eerste automatische uitwisseling van inlichtingen plaatsvond in 2017, voor inlichtingen die betrekking hebben op 2016.

Op 29 oktober 2014 werd in de marge van het Mondiaal Forum inzake transparantie en uitwisseling van inlichtingen voor belastingdoeleinden in Berlijn een ondertekeningsplechtigheid van een multilateraal akkoord inzake de automatische uitwisseling van financiële inlichtingen georganiseerd. Dat multilateraal akkoord is een administratief akkoord bij het Multilateraal Verdrag inzake wederzijdse administratieve bijstand inzake fiscale aangelegenheden van de OESO/Raad van Europa van 25 januari 1988. België is bij de ondertekenende landen die vanaf 2017 inlichtingen met betrekking tot het jaar 2016 hebben uitgewisseld. Een aantal landen wensten echter niet toe te treden bij dit multilateraal akkoord en gaven er de voorkeur aan om bilaterale akkoorden te sluiten met de verschillende partnerlanden. Hongkong is een van deze jurisdicties.

Ook op Europees niveau werd de standaard omgezet. De Richtlijn 2014/107/EU tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU voorziet in de automatische uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot financiële rekeningen. Deze richtlijn werd reeds omgezet in de nationale wetgeving door de Wet van 16 december 2015 tot regeling van de mededeling van inlichtingen betreffende financiële rekeningen, door de Belgische financiële instellingen en de FOD Financiën, in het kader van een automatische uitwisseling van inlichtingen op internationaal niveau en voor belastingdoeleinden (B.S. van 31 december 2015). Deze wet maakt het mogelijk voor de FOD Financiën om de nodige gegevens op te vragen bij de verschillende financiële instellingen die nodig zijn om tegemoet te komen aan de uitwisseling van inlichtingen in het kader van zowel het FATCA-akkoord, de richtlijn als de NCD-CRS-standaard.

De goedkeuring van onderliggend Akkoord maakt het mogelijk om deze gegevens met Hongkong uit te wisselen.

B. Technische bepalingen

Het Akkoord is een administratief akkoord bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Speciale Administratieve Regio Hongkong van de Volksrepubliek China tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend

¹ Common Reporting Standard. De volledige versie van de standaard werd op 21 juli 2014 gepubliceerd en kan worden ingekeken op de website van de OESO: http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/taxation/standard-for-automatic-exchange-of-financial-account-information-for-tax-matters_9789264216525-en#page1

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

te Hongkong op 10 december 2003. Het Akkoord voorziet in de automatische uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot financiële rekeningen tussen België en Hongkong.

Aangezien het Akkoord enkele nieuwe verplichtingen met zich meebrengt op het gebied van de automatische uitwisseling van inlichtingen, is het Akkoord niet louter een administratief akkoord en dient het Akkoord ingevolge van artikel 167, § 2 van de Grondwet de instemming van het Parlement te krijgen (zie o.m. advies 57.809/2 van 13 juli 2015 van de Raad van State).

Ingevolge sectie 2 van het Akkoord, zullen de verschillende rechtsgebieden vooropgestelde informatie met betrekking tot financiële rekeningen op automatische wijze met elkaar uitwisselen. Deze uitwisseling zal ten laatste 9 maanden na het einde van het kalenderjaar geschieden. De eerste uitwisseling zal plaatsvinden in 2018 met betrekking tot gegevens van 2017.

Daarnaast bepaalt het Akkoord dat de uitgewisselde gegevens aan strikte vertrouwelijkheidsvereisten zijn onderworpen.

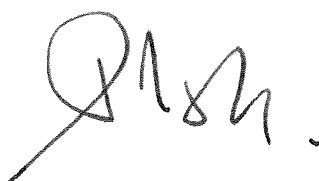
Wanneer de bevoegde autoriteiten van Hongkong of België menen dat er een inbreuk is gepleegd tegen een van voorgaande bepalingen, dan kan de bevoegde autoriteit de automatische uitwisseling van de inlichtingen die onder dit Akkoord vallen (tijdelijk) opschorten.

Tot slot voorziet het Akkoord in een regeling van onderling overleg tussen bevoegde autoriteiten, o.a. wanneer er moeilijkheden rijzen omtrent de interpretatie van het Akkoord.

X

X X

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Didier REYNDERS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

De Minister van Financiën,

Johan VAN OVERTVELDT

**AGREEMENT BETWEEN THE COMPETENT AUTHORITIES OF
THE KINGDOM OF BELGIUM AND
THE HONG KONG SPECIAL ADMINISTRATIVE REGION
OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA ON
THE AUTOMATIC EXCHANGE OF FINANCIAL ACCOUNT
INFORMATION TO IMPROVE INTERNATIONAL TAX COMPLIANCE**

Whereas, on the one hand, the Belgian Federal Government, the Government of Flanders, the Government of the Walloon Region and the Government of the Brussels-Capital Region, and on the other hand, the Government of the Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China, have a longstanding and close relationship with respect to mutual assistance in tax matters and desire to improve international tax compliance by further building on that relationship;

Whereas, the laws of their respective jurisdictions require or are expected to require financial institutions to report information regarding certain accounts and follow related due diligence procedures, consistent with the scope of exchange contemplated by Section 2 of this Agreement and the reporting and due diligence procedures contained in the Common Reporting Standard;

Whereas, Article 25 of the Agreement between the Kingdom of Belgium and the Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital, signed at Hong Kong on 10 December 2003, and the Protocol thereto (the "DTA") authorises the exchange of information for tax purposes, including the exchange of information on an automatic basis, and allows the competent authorities of Belgium and Hong Kong (the "Competent Authorities") to agree the scope and modalities of such automatic exchanges;

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINIEL EENSUIPEND VERKLAARD AFSCRIFT
Bruxelles
Brussel
23/11/2019
Le Chef du Service public fédéral Affaires étrangères
H. De Maesseneer
Ministre
België

Whereas, Belgium and Hong Kong have in place (i) appropriate safeguards to ensure that the information received pursuant to this Agreement remains confidential and is used solely for the purposes set out in the DTA, and (ii) the infrastructure for an effective exchange relationship (including established processes for ensuring timely, accurate, and confidential information exchanges, effective and reliable communications, and capabilities to promptly resolve questions and concerns about exchanges or requests for exchanges and to administer the provisions of Section 4 of this Agreement);

Whereas, the Competent Authorities desire to conclude an agreement to improve international tax compliance based on reciprocal automatic exchange pursuant to the DTA, and subject to the confidentiality and other protections provided for therein, including the provisions limiting the use of the information exchanged under the DTA;

Now, therefore, the Competent Authorities have agreed as follows:

SECTION 1

Definitions

1. For the purposes of this agreement ("Agreement"), the following terms have the following meanings:
 - (a) the term **"Hong Kong Special Administrative Region (Hong Kong)"** means the Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China; used in a geographical sense, it means the land and sea comprised within the boundary of the Hong Kong Special Administrative Region, including Hong Kong Island, Kowloon, the New Territories and the waters of Hong Kong;
 - (b) the term **"Belgium"** means the Kingdom of Belgium; used in a geographical sense, it means the territory of the Kingdom of Belgium,

including the territorial sea and any other area in the sea within which the Kingdom of Belgium, in accordance with international law, exercises sovereign rights with respect to the exploration for and exploitation of the natural resources of the seabed and subsoil thereof and the above-lying waters;

- (c) the term **"Competent Authority"** means:
 - (i) in the case of Hong Kong, the Commissioner of Inland Revenue or his authorised representative or any person or body authorised to perform any functions at present exercisable by the Commissioner or similar functions; and
 - (ii) in the case of Belgium, as the case may be, the Minister of Finance of the Federal Government and/or of the Government of a Region, or his authorised representative;
- (d) the term **"Hong Kong Financial Institution"** means (i) any Financial Institution that is resident in Hong Kong, but excludes any branch of that Financial Institution that is located outside Hong Kong, and (ii) any branch of a Financial Institution that is not resident in Hong Kong, if that branch is located in Hong Kong;
- (e) the term **"Belgian Financial Institution"** means (i) any Financial Institution that is resident in Belgium, but excludes any branch of that Financial Institution that is located outside Belgium, and (ii) any branch of a Financial Institution that is not resident in Belgium, if that branch is located in Belgium;
- (f) the term **"Reporting Financial Institution"** means any Hong Kong Financial Institution or Belgian Financial Institution, as the context requires, that is not a Non-Reporting Financial Institution;
- (g) the term **"Reportable Account"** means a Hong Kong Reportable Account or a Belgian Reportable Account, as the context requires, provided it has been identified as such pursuant to due diligence

procedures, consistent with the Common Reporting Standard, in place in Hong Kong or Belgium;

- (h) the term **"Hong Kong Reportable Account"** means a Financial Account that is maintained by a Belgian Reporting Financial Institution and held by one or more Hong Kong Persons that are Reportable Persons or by a Passive NFE with one or more Controlling Persons that is a Hong Kong Reportable Person;
- (i) the term **"Belgian Reportable Account"** means a Financial Account that is maintained by a Hong Kong Reporting Financial Institution and held by one or more Belgian Persons that are Reportable Persons or by a Passive NFE with one or more Controlling Persons that is a Belgian Reportable Person;
- (j) the term **"Hong Kong Person"** means an individual or Entity that is identified by a Belgian Reporting Financial Institution as resident in Hong Kong pursuant to due diligence procedures consistent with the Common Reporting Standard, or an estate of a decedent that was a resident of Hong Kong;
- (k) the term **"Belgian Person"** means an individual or Entity that is identified by a Hong Kong Reporting Financial Institution as resident in Belgium pursuant to due diligence procedures consistent with the Common Reporting Standard, or an estate of a decedent that was a resident of Belgium;
- (l) the term **"TIN"** means a Hong Kong TIN or a Belgian TIN, as the context requires;
- (m) the term **"Hong Kong TIN"** means the Hong Kong Identity Card number in the case of an individual, or the Business Registration number in the case of an entity;

2-13 (n) ~~the~~ the term **"Belgian TIN"** means a Belgian Taxpayer identifying number. It corresponds to the identification number of the National

Register in the case of an individual, or the Business Registration number in the case of an entity.

2. Any capitalised term not otherwise defined in this Agreement will have the meaning that it has at that time under the law of the jurisdiction applying the Agreement, such meaning being consistent with the meaning set forth in the Common Reporting Standard. Any term not otherwise defined in this Agreement or in the Common Reporting Standard will, unless the context otherwise requires or the Competent Authorities agree to a common meaning (as permitted by internal law), have the meaning that it has at that time under the law of the jurisdiction applying this Agreement, any meaning under the applicable tax laws of that jurisdiction prevailing over a meaning given to the term under other laws of that jurisdiction.

SECTION 2

Exchange of Information with Respect to Reportable Accounts

1. Pursuant to the provisions of Article 25 of the DTA and subject to the applicable reporting and due diligence rules consistent with the Common Reporting Standard, each Competent Authority will annually exchange with the other Competent Authority on an automatic basis the information obtained pursuant to such rules and specified in paragraph 2.
2. The information to be exchanged is, in the case of Hong Kong with respect to each Belgian Reportable Account, and in the case of Belgium with respect to each Hong Kong Reportable Account:
 - (a) the name, address, TIN(s) and date and place of birth (in the case of an individual) of each Reportable Person that is an Account Holder of the account and, in the case of any Entity that is an Account Holder and that, after application of due diligence procedures consistent with the Common Reporting Standard, is identified as having one or more Controlling Persons that is a Reportable Person, the name, address, and

TIN(s) of the Entity and the name, address, TIN(s) and date and place of birth of each Reportable Person;

- (b) the account number (or functional equivalent in the absence of an account number);
- (c) the name and identifying number (if any) of the Reporting Financial Institution;
- (d) the account balance or value (including, in the case of a Cash Value Insurance Contract or Annuity Contract, the Cash Value or surrender value) as of the end of the relevant calendar year or other appropriate reporting period or, if the account was closed during such year or period, the closure of the account;
- (e) in the case of any Custodial Account:
 - (i) the total gross amount of interest, the total gross amount of dividends, and the total gross amount of other income generated with respect to the assets held in the account, in each case paid or credited to the account (or with respect to the account) during the calendar year or other appropriate reporting period; and
 - (ii) the total gross proceeds from the sale or redemption of Financial Assets paid or credited to the account during the calendar year or other appropriate reporting period with respect to which the Reporting Financial Institution acted as a custodian, broker, nominee, or otherwise as an agent for the Account Holder;
- (f) in the case of any Depository Account, the total gross amount of interest paid or credited to the account during the calendar year or other appropriate reporting period; and
- (g) in the case of any account not described in subparagraph 2(e) or (f), the total gross amount paid or credited to the Account Holder with respect to the account during the calendar year or other appropriate reporting

period with respect to which the Reporting Financial Institution is the obligor or debtor, including the aggregate amount of any redemption payments made to the Account Holder during the calendar year or other appropriate reporting period.

SECTION 3

Time and Manner of Exchange of Information

1. For the purposes of the exchange of information in Section 2, the amount and characterisation of payments made with respect to a Reportable Account may be determined in accordance with the principles of the tax laws of the jurisdiction exchanging the information.
2. For the purposes of the exchange of information in Section 2, the information exchanged will identify the currency in which each relevant amount is denominated.
3. With respect to paragraph 2 of Section 2, and subject to the notification procedure set out in Section 7, including the dates specified therein, information is to be first exchanged with respect to the period commencing on the earlier of: (i) 1 July 2017, or (ii) the date stipulated in the internal law of Hong Kong for this purpose, and ending on 31 December 2017, and then with respect to all subsequent calendar years. The information will be exchanged within nine months after the end of the reporting period to which the information relates. Notwithstanding the foregoing sentence, information is only required to be exchanged with respect to a reporting period if both jurisdictions have in effect legislation that requires reporting with respect to such reporting period that is consistent with the scope of exchange provided for in Section 2 and the reporting and due diligence procedures contained in the Common Reporting Standard.
4. Notwithstanding paragraph 3, the information to be exchanged with respect to the period commencing on the earlier of: (i) 1 July 2017, or (ii) the date

stipulated in the internal law of Hong Kong for this purpose, and ending on 31 December 2017 is the information described in paragraph 2 of Section 2, except for gross proceeds described in subparagraph 2(e)(ii) of Section 2, which are to be exchanged with respect to the year 2018 and all subsequent years.

5. The Competent Authorities will automatically exchange the information described in Section 2 in the common reporting standard schema in Extensible Markup Language.
6. The Competent Authorities will agree on one or more methods for data transmission, including encryption standards.

SECTION 4

Collaboration on Compliance and Enforcement

A Competent Authority will notify the other Competent Authority when the first-mentioned Competent Authority has reason to believe that an error may have led to incorrect or incomplete information reporting or there is non-compliance by a Reporting Financial Institution with the applicable reporting requirements and due diligence procedures consistent with the Common Reporting Standard. The notified Competent Authority will take all appropriate measures available under its internal law to address the errors or non-compliance described in the notice.

SECTION 5

Confidentiality and Data Safeguards

1. All information exchanged is subject to the confidentiality rules and other safeguards provided for in the DTA, including the provisions limiting the use of the information exchanged and, to the extent needed to ensure the necessary level of protection of personal data, in accordance with the

safeguards required under the internal law of the supplying Competent Authority, as specified in the notification pursuant to paragraph 1(b) of Section 7.

2. Each Competent Authority will notify the other Competent Authority immediately regarding any breach of confidentiality or failure of safeguards and any sanctions and remedial actions consequently imposed.

SECTION 6

Consultations and Amendments

1. If any difficulties in the implementation or interpretation of this Agreement arise, either Competent Authority may request consultations to develop appropriate measures to ensure that this Agreement is fulfilled.
2. This Agreement may be amended by written agreement of the Competent Authorities. Unless otherwise agreed upon, such an amendment is effective on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of the later of the signatures of such written agreement or the date of the later of the notifications exchanged for purposes of such written agreement.

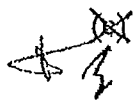
SECTION 7

Term of Agreement

1. This Agreement will come into effect on the date of the later of the notifications provided by each Competent Authority confirming:
 - (a) that its jurisdiction has the necessary laws in place to implement the Common Reporting Standard and specifying the relevant effective

dates with respect to Preexisting Accounts, New Accounts, and the application or completion of the reporting and due diligence procedures;

- (b) the safeguards, if any, for the protection of personal data required under the internal law of the supplying Competent Authority and to be complied with by the receiving Competent Authority;
- (c) that it has in place adequate measures to ensure the required confidentiality and data safeguards are met and attaching the completed confidentiality and data safeguard questionnaire; and
- (d) that the jurisdiction is in a position to comply with the data protection safeguards specified by the other Competent Authority in its notification pursuant to paragraph 1(b) of Section 7.

 Each Competent Authority must notify the other Competent Authority promptly, of any subsequent change to be made to the above-mentioned notifications.

2. A Competent Authority may suspend the exchange of information under this Agreement by giving notice in writing to the other Competent Authority that it has determined that there is or has been significant non-compliance by the other Competent Authority with this Agreement. Such suspension will have immediate effect. For the purposes of this paragraph, significant non-compliance includes, but is not limited to, non-compliance with the confidentiality and data safeguard provisions of this Agreement and the DTA, a failure by the Competent Authority to provide timely or adequate information as required under this Agreement or defining the status of Entities or accounts as Non-Reporting Financial Institutions and Excluded Accounts in a manner that frustrates the purposes of the Common Reporting Standard.
3. Either Competent Authority may terminate this Agreement by giving notice of termination in writing to the other Competent Authority. Such termination will become effective on the first day of the month following the expiration of a period of 12 months after the date of the notice of termination. In the

event of termination, all information previously received under this Agreement will remain confidential and subject to the terms of the DTA.

Signed in duplicate in Paris on 16 March 2017 in the English language.

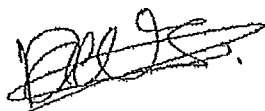
Competent Authority for Belgium

For the Belgian Federal Government:

For the Government of Flanders ;

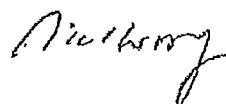
For the Government of the Walloon
Region:

For the Government of the Brussels-
Capital Region



Piet DE VOS
Advisor
Federal Public Service Finance

Competent Authority for
the Hong Kong Special
Administrative Region of
the People's Republic of China



WONG Kuen-fai
Commissioner of Inland Revenue
Inland Revenue Department

Vertaling

**AKKOORD TUSSEN DE BEVOEGDE AUTORITEITEN VAN HET KONINKRIJK BELGIE
EN DE SPECIALE ADMINISTRATIEVE REGIO HONG KONG VAN DE
VOLKSREPUBLIEK CHINA BETREFFENDE DE AUTOMATISCHE UITWISSELING VAN
INLICHTINGEN INZAKE FINANCIËLE REKENINGEN MET HET OOG OP HET
VERBETEREN VAN DE INTERNATIONALE NALEVING VAN
BELASTINGVOORSCHRIFTEN**

Overwegend dat de Belgische Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Regering van het Waalse Gewest en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest enerzijds en de Regering van de Speciale Administratieve Regio Hongkong van de volksrepubliek China anderzijds, reeds lang nauwe betrekkingen onderhouden op het vlak van wederzijdse bijstand in fiscale aangelegenheden en wensen de internationale naleving van de belastingvoorschriften te verbeteren door die betrekkingen verder uit te bouwen.

Overwegend dat de wetten van hun respectieve rechtsgebieden de Financiële Instellingen opleggen of zouden moeten opleggen, om inlichtingen omtrent sommige rekeningen mee te delen en de daarmee verband houdende zorgvuldigheidsprocedures na te leven, in overeenstemming met de in sectie 2 van dit Akkoord omschreven draagwijdte van de uitwisselingen en met de rapporterings- en zorgvuldigheidsprocedures die zijn vastgelegd in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering;

Overwegend dat artikel 25 van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Speciale Administratieve Regio Hong Kong van de Volksrepubliek China tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Hongkong op 10 december 2003, en het Protocol daarbij (het "DBV"), de uitwisseling van inlichtingen, daaronder begrepen de automatische uitwisseling, voor fiscale doeleinden toestaat, en de Bevoegde Autoriteiten van België en Hongkong (de "Bevoegde Autoriteiten") machtigt om de draagwijdte en de toepassingsregels van die automatische uitwisselingen te definiëren.

Overwegend dat België en Hongkong gezorgd hebben voor:

- (i) passende bescherming zodat de overeenkomstig dit Akkoord ontvangen inlichtingen vertrouwelijk blijven en uitsluitend gebruikt worden voor de doelstellingen waarin het DBV voorziet, en
- (ii) de vereiste infrastructuur voor een doeltreffende uitwisseling (daaronder begrepen procedures die garanderen dat er tijdig, nauwkeurig en vertrouwelijk inlichtingen worden uitgewisseld, dat er doeltreffend en betrouwbaar gecommuniceerd wordt en dat er middelen voorhanden zijn die het mogelijk maken de vragen en bezorgdheden met betrekking tot de uitwisselingen of tot de vragen om uitwisseling snel op te lossen en de bepalingen van sectie 4 van dit Akkoord toe te passen);

Overwegend dat de Bevoegde Autoriteiten een akkoord wensen te sluiten om de internationale naleving van de belastingvoorschriften te verbeteren op grond van wederzijdse automatische uitwisseling in overeenstemming met het DBV en onder voorbehoud van de vertrouwelijkheid en de andere beschermingsmaatregelen waarin de Overeenkomst voorziet, daaronder begrepen de bepalingen die het gebruik beperken van de inlichtingen die krachtens het DBV worden uitgewisseld;

Zijn de Bevoegde Autoriteiten de volgende bepalingen overeengekomen:

SECTIE 1

Begripsbepalingen

1. Voor de toepassing van dit akkoord ("Akkoord") hebben de volgende termen en uitdrukkingen de betekenis zoals hierna omschreven:
 - (a) onder de uitdrukking "**Speciale Administratieve Regio Hongkong (Hongkong)**" wordt verstaan de Speciale Administratieve Regio Hongkong van de volksrepubliek China; in aardrijkskundig verband gebruikt betekent zij het land en de zee binnen de grenzen van de Speciale Administratieve Regio Hong Kong, daaronder begrepen het eiland Hong Kong, Kowloon, de New Territories en de wateren van Hong Kong;
 - (b) onder de uitdrukking "**België**" wordt verstaan het Koninkrijk België; in aardrijkskundig verband gebruikt betekent zij het grondgebied van het Koninkrijk België, daaronder begrepen de territoriale zee en de maritieme zones waarover, in overeenstemming met het internationaal recht, het Koninkrijk België soevereine rechten van onderzoek en ontginning van de natuurlijke rijkdommen van de zeebodem, van de ondergrond van de zee en van de daarboven liggende wateren uitoefent;
 - (c) onder de uitdrukking "**Bevoegde Autoriteit**" wordt verstaan:
 - (i) voor Hongkong, de Commissioner of Inland Revenue, zijn Bevoegde vertegenwoordiger of elke persoon die, of lichaam dat, gemachtigd is tot het uitoefenen van enige functie die momenteel door de Commissioner wordt uitgeoefend of tot het uitoefenen van soortgelijke functies;
 - (ii) voor België, naargelang het geval, de Minister van Financiën van de federale Regering en/of van de Regering van een Gewest, of zijn gemachtigde vertegenwoordiger;
 - (d) onder de uitdrukking "**Hongkongse Financiële Instelling**" wordt verstaan:
 - (i) iedere Financiële Instelling die inwoner is van Hongkong, met uitzondering van elk filiaal van die Financiële Instelling dat zich buiten Hongkong bevindt, en
 - (ii) elk filiaal van een Financiële Instelling die geen inwoner is van Hongkong, indien dat filiaal zich in Hongkong bevindt;
 - (e) onder de uitdrukking "**Belgische Financiële Instelling**" wordt verstaan:
 - (i) iedere Financiële Instelling die inwoner is van België, met uitzondering van elk filiaal van die Financiële Instelling dat zich buiten België bevindt, en
 - (ii) elk filiaal van een Financiële Instelling die geen inwoner is van België, indien dat filiaal zich in België bevindt;
 - (f) naargelang de context vereist wordt onder de uitdrukking "**Rapporterende Financiële Instelling**" verstaan, elke Hongkongse Financiële Instelling of Belgische Financiële Instelling die geen Niet-rapporterende Financiële Instelling is;
 - (g) naargelang de context vereist wordt onder de uitdrukking "**Te Rapporteren Rekening**" verstaan, een Hongkongse Te Rapporteren Rekening of een Belgische Te Rapporteren Rekening, op voorwaarde dat die rekening als dusdanig geïdentificeerd werd overeenkomstig de zorgvuldigheidsprocedures zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering die in Hongkong of België operationeel is;

- (h) onder de uitdrukking "**Hongkongse Te Rapporteren Rekening**" wordt verstaan een Financiële Rekening die bij een Belgische Rapporterende Financiële Instelling geopend is en die in het bezit is van een of meer Hongkongse Personen die Te Rapporteren Personen zijn of van een passieve NFE met één of meer uiteindelijk belanghebbenden die een Hongkongse Te Rapporteren persoon zijn;
 - (i) onder de uitdrukking "**Belgische Te Rapporteren Rekening**" wordt verstaan een Financiële Rekening die bij een Hongkongse Rapporterende Financiële Instelling geopend is en die in het bezit is van een of meer Belgische Personen die Te Rapporteren Personen zijn of van een passieve NFE met één of meer uiteindelijk belanghebbenden die een Belgische Te Rapporteren persoon zijn.
 - (j) onder de uitdrukking "**Hongkongs Persoon**" wordt verstaan een natuurlijke persoon of Entiteit die door een Belgische Financiële Instelling geïdentificeerd werd als een inwoner van Hongkong overeenkomstig de zorgvuldigheidsprocedures zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering, of de nalatenschap van een overledene die inwoner was van Hongkong;
 - (k) onder de uitdrukking "**Belgisch Persoon**" wordt verstaan een natuurlijke persoon of Entiteit die door een Hongkongse Financiële Instelling geïdentificeerd werd als een inwoner van België overeenkomstig de zorgvuldigheidsprocedures zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering, of de nalatenschap van een overledene die inwoner was van België;
 - (l) naargelang de context vereist wordt onder de uitdrukking "**TIN**" verstaan, een Hongkongs TIN of een Belgisch TIN;
 - (m) onder de uitdrukking "**Hongkongs TIN**" wordt verstaan het nummer van de Hongkongse identiteitskaart voor een natuurlijke persoon of het nummer van inschrijving in het handelsregister voor een Entiteit;
 - (n) onder de uitdrukking "**Belgisch TIN**" wordt verstaan het identificatienummer van een Belgische belastingplichtige. Het stemt overeen met het nummer van inschrijving in het rijksregister voor een natuurlijke persoon of met het nummer van inschrijving in het handelsregister voor een Entiteit.
2. Elke term of uitdrukking met hoofdletters die niet anders omschreven wordt in dit Akkoord, heeft de betekenis welke die term of uitdrukking op het desbetreffende tijdstip heeft volgens de wetgeving van het rechtsgebied dat het Akkoord toepast, waarbij die betekenis conform is aan die welke voorkomt in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering. Tenzij de context anders vereist, of tenzij de Bevoegde Autoriteiten een gemeenschappelijke betekenis zijn overeengekomen (zoals het nationale recht voorziet), heeft elke term die niet omschreven wordt in dit Akkoord of in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering de betekenis welke die uitdrukking op het desbetreffende tijdstip heeft volgens de wetgeving van het rechtsgebied dat dit Akkoord toepast, waarbij elke definitie die voorkomt in de van toepassing zijnde belastingwetgeving van dat rechtsgebied voorrang heeft op een definitie die is opgenomen in een andere wetgeving van hetzelfde rechtsgebied.

SECTIE 2

Uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot Te Rapporteren Rekeningen

1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 25 van het DBV en onder voorbehoud van de regels die van toepassing zijn inzake rapportering en zorgvuldigheid zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering, wisselt elke Bevoegde Autoriteit elk jaar met de andere Bevoegde Autoriteit automatisch de inlichtingen uit die overeenkomstig die regels verkregen zijn en die nader omschreven zijn in paragraaf 2.
2. De inlichtingen die door Hongkong met betrekking tot elke Belgische Te Rapporteren Rekening en door België met betrekking tot elke Hongkongse Te Rapporteren Rekening moeten uitgewisseld worden, zijn de volgende:
 - (a) de naam, het adres, het (de) TIN(S) en de geboorteplaats en -datum (in het geval van een natuurlijke persoon) van iedere Te Rapporteren Persoon die een Houder is van die rekening en, in het geval van een Entiteit die Houder is van die rekening en die, na toepassing van de zorgvuldigheidsprocedures zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering, geïdentificeerd werd als een Entiteit waarvan één of meer Uiteindelijk Belanghebbenden Te Rapporteren Personen zijn, de naam, het adres en het (de) TIN(S) van de Entiteit alsmede de naam, het adres, het (de) TIN(S) en de geboorteplaats en -datum van iedere Te Rapporteren Persoon;
 - (b) het rekeningnummer (of het functioneel equivalent daarvan bij het ontbreken van een rekeningnummer);
 - (c) de naam en (in voorkomend geval) het identificatienummer van de Rapporterende Financiële Instelling;
 - (d) het saldo of de waarde (met inbegrip van de Geldswaarde of de afkoopwaarde wanneer het om een Kapitaalverzekering of om een Lijfrenteverzekering gaat) op het einde van het desbetreffende kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode of, indien de rekening in de loop van dat jaar of die periode afgesloten werd, de afsluiting van de rekening;
 - (e) in het geval van een Effectenrekening:
 - (i) het totale brutobedrag van de interest, het totale brutobedrag van de dividenden en het totale brutobedrag van de overige inkomsten die door de op de rekening aangehouden activa zijn voortgebracht, dat in de loop van het kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode op de rekening (of ter zake van de rekening) gestort of gecrediteerd werd; en
 - (ii) de totale bruto-opbrengst uit de verkoop of de afkoop van Financiële Activa die in de loop van het kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode op de rekening gestort of gecrediteerd werd en ter zake waarvan de Rapporterende Financiële Instelling opgetreden is als bewaarder, makelaar, naamlener of vertegenwoordiger van de Rekeninghouder;
 - (f) in het geval van een Depositerekening, het totale brutobedrag van de interest die in de loop van het kalenderjaar of van een andere passende referentieperiode op de rekening gestort of gecrediteerd werd; en

- (g) in het geval van een rekening die niet in paragraaf 2, alinea's (e) of (f) omschreven is, het totale brutobedrag dat tijdens het kalenderjaar of tijdens een andere passende referentieperiode aan de Rekeninghouder gestort of gecrediteerd werd en waarvan de Rapporterende Financiële Instelling de schuldenaar is, daaronder begrepen het totale bedrag van alle terugbetalingen die gedurende het kalenderjaar of een andere passende referentieperiode aan de Rekeninghouder werden gedaan.

SECTIE 3

Timing en toepassingsregels voor de uitwisselingen van inlichtingen

1. Voor de toepassing van de uitwisseling van inlichtingen waarin sectie 2 voorziet, kunnen het bedrag en de aard van de betalingen die met betrekking tot een Te Rapporteren Rekening werden gedaan, worden vastgesteld in overeenstemming met de beginselen van de belastingwetgeving van het rechtsgebied dat de uitwisseling doet.
2. Voor de toepassing van de uitwisseling van inlichtingen waarin sectie 2 voorziet, vermelden de inlichtingen voor elk bedrag de valuta waarin het uitgedrukt is.
3. Wat paragraaf 2 van sectie 2 betreft, en onder voorbehoud van de in Sectie 7 uiteengezette kennisgevingsprocedure, met inbegrip van de daarin gespecificeerde data, moeten inlichtingen voor het eerst uitgewisseld worden met betrekking tot de periode die aanvangt op (i) 1 juli 2017, of, indien deze vroeger valt, (ii) op de datum die daartoe is vastgelegd in de interne wetgeving van Hongkong, en die eindigt op 31 december 2017, en daarna met betrekking tot alle daaropvolgende jaren. De inlichtingen moeten uitgewisseld worden binnen de negen maanden na het einde van de referentieperiode waarop ze betrekking hebben. Ongeacht de vorige zin, is de verplichting om inlichtingen uit te wisselen met betrekking tot een referentieperiode slechts van toepassing indien beide rechtsgebieden beschikken over wetgeving die voorziet in het meedelen van inlichtingen met betrekking tot die referentieperiode die in overeenstemming is met de in sectie 2 omschreven draagwijdte van de uitwisselingen en met de rapporterings- en zorgvuldigheidsprocedures zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering.
4. Ongeacht paragraaf 3, worden met de inlichtingen die moeten uitgewisseld worden met betrekking tot de periode die aanvangt op (i) 1 juli 2017, of, indien deze vroeger valt, (ii) op de datum die daartoe is vastgelegd in de interne wetgeving van Hongkong, en die eindigt op 31 december 2017 de inlichtingen bedoeld die omschreven zijn in paragraaf 2 van sectie 2, met uitzondering van de bruto-opbrengst die omschreven is in paragraaf 2, alinea (e), (ii), van sectie 2, die moeten uitgewisseld worden met betrekking tot het jaar 2018 en alle daaropvolgende jaren.
5. De Bevoegde Autoriteiten wisselen automatisch de in sectie 2 omschreven inlichtingen uit volgens het schema van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering en in XML-formaat.
6. De Bevoegde Autoriteiten bereiken overeenstemming over één of meer methodes voor het toezenden van gegevens, daaronder begrepen de versleutelingsstandaarden.

SECTIE 4

Samenwerking inzake de toepassing en uitvoering van het Akkoord

Een Bevoegde Autoriteit brengt de andere Bevoegde Autoriteit ervan op de hoogte wanneer de eerste Bevoegde Autoriteit redenen heeft om aan te nemen dat een fout mogelijk geleid heeft tot het mededelen van onjuiste of onvolledige inlichtingen of dat een Rapporterende Financiële Instelling niet voldoet aan de geldende verplichtingen inzake rapportering en aan de zorgvuldigheidsprocedures zoals omschreven in de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering. De aldus geïnformeerde Bevoegde Autoriteit past alle passende bepalingen van haar intern recht toe om die fouten te verbeteren of de in de kennisgeving beschreven gebreken te verhelpen.

SECTIE 5

Vertrouwelijkheid en bescherming van de gegevens

1. Alle uitgewisselde inlichtingen zijn onderworpen aan de verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en aan de andere beschermingsmaatregelen die zijn bepaald in het DBV, daaronder begrepen de bepalingen die het gebruik van de uitgewisselde inlichtingen beperken en, voor zover zulks nodig is om het vereiste beschermingsniveau van de persoonsgegevens te garanderen, in overeenstemming met de beschermingsmaatregelen die opgelegd zijn door de interne wetgeving van de Bevoegde Autoriteit die de inlichtingen verstrekt, en zoals die krachtens paragraaf 1, alinea (b) van sectie 7 vermeld zijn in de kennisgeving.
2. Elke Bevoegde Autoriteit brengt de andere Bevoegde Autoriteit onmiddellijk op de hoogte van elke inbreuk op de vertrouwelijkheidplicht of de beschermingsmaatregelen en van elke sanctie en corrigerende actie die daaruit voortvloeit.

SECTIE 6

Overleg en wijzigingen

1. Wanneer er moeilijkheden rijzen inzake de toepassing of interpretatie van dit Akkoord, kan elke Bevoegde Autoriteit verzoeken om overleg te plegen teneinde passende maatregelen uit te werken om de uitvoering van dit Akkoord te garanderen.
2. Dit Akkoord kan door middel van een schriftelijk akkoord van de Bevoegde Autoriteiten gewijzigd worden. Tenzij anders overeengekomen krijgt dergelijke wijziging uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van één maand na de datum van de laatste ondertekening van dergelijk schriftelijk akkoord of na de datum van de laatste van de kennisgevingen die voor de toepassing van dat schriftelijk akkoord werden uitgewisseld.

SECTIE 7

Looptijd van het Akkoord

1. Dit Akkoord heeft uitwerking op de datum van de laatste van de kennisgevingen die elke Bevoegde Autoriteit aan de andere Bevoegde Autoriteit bezorgt en waarin:

- (a) bevestigd wordt dat haar rechtsgebied gezorgd heeft voor de nodige wetgeving voor het uitvoeren van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering en waarin de relevante data worden vermeld die betrekking hebben op de Bestaande Rekeningen, op de Nieuwe Rekeningen en op de toepassing of voltooiing van de rapporterings- en zorgvuldigheidsprocedures;
- (b) waarin, in voorkomend geval, de maatregelen ter bescherming van de persoonsgegevens worden vermeld die opgelegd zijn door de interne wetgeving van de Bevoegde Autoriteit die de inlichtingen verstrekt en die moeten nageleefd worden door de Bevoegde Autoriteit die de inlichtingen ontvangt.
- (c) waarin bevestigd wordt dat zij de passende maatregelen heeft genomen om de vereiste vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens te waarborgen en waaraan de ingevulde vragenlijst betreffende de vertrouwelijkheid en de bescherming van gegevens wordt toegevoegd; en
- (d) dat het rechtsgebied bij machte is om de beschermingsmaatregelen na te leven die de andere Bevoegde Autoriteit ingevolge paragraaf 1, alinea (b) van sectie 7 vermeld heeft in haar kennisgeving.

Elke Bevoegde Autoriteit stelt de andere Bevoegde Autoriteit onverwijld in kennis van alle latere wijzigingen die aan de hierboven vermelde kennisgevingen moeten aangebracht worden.

2. Een Bevoegde Autoriteit kan de door dit Akkoord beoogde uitwisseling van inlichtingen opschorten door middel van een aan de andere Bevoegde Autoriteit gerichte schriftelijke opzegging waarin zij meedeelt dat ze vastgesteld heeft dat die andere Bevoegde Autoriteit een ernstige inbreuk pleegt of gepleegd heeft op dit Akkoord. Die opschorting heeft onmiddellijke uitwerking. Voor de toepassing van deze paragraaf omvat de uitdrukking "ernstige inbreuk" onder meer, maar niet uitsluitend, het niet-naleven van de bepalingen inzake vertrouwelijkheid en inzake de maatregelen voor gegevensbescherming van dit Akkoord en van het DBV, het feit dat de Bevoegde Autoriteit geen tijdige of passende inlichtingen meedeelt zoals vereist door dit Akkoord, of het aanmerken van Entiteiten of rekeningen als Niet-rapporterende Financiële Instellingen en als Uitgezonderde Rekeningen op een manier die ingaat tegen de doelstellingen van de Gemeenschappelijke standaard inzake rapportering.
3. Elke Bevoegde Autoriteit kan dit Akkoord beëindigen door een schriftelijke opzegging toe te zenden aan de andere Bevoegde Autoriteit. Deze beëindiging krijgt uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van twaalf maanden na de datum van de kennisgeving van opzegging. In geval van beëindiging blijven alle ingevolge dit Akkoord reeds ontvangen inlichtingen vertrouwelijk en onderworpen aan de bepalingen van het DBV.

Ondertekend in tweevoud in Parijs op 16 maart 2017 in de Engelse taal.

Bevoegde Autoriteit voor België

Bevoegde Autoriteit voor de Speciale Administratieve
Regio Hongkong van de volksrepubliek China

Voor de Belgische federale Regering:

Voor de Vlaamse Regering:

Voor de Regering van het Waalse Gewest:

Voor de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest:

Piet De Vos
Adviseur
FOD Financiën

WONG Kuen-fai
Commissioner of Inland Revenue
Inland Revenue Department

Artikel 38

Kinderbijslag voor de rechthebbenden op prestaties inzake rust of ouderdom, overleving, invaliditeit, een arbeidsongeval of een beroepsziekte

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 40 van deze Overeenkomst, heeft de rechthebbende op prestaties inzake rust of ouderdom, overleving, invaliditeit, een arbeidsongeval of een beroepsziekte verschuldigd krachtens de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat, voor de kinderen die wonen op het grondgebied van de andere overeenkomstsluitende Staat dan die waar deze rechthebbende woont, recht op de gezinsbijslag waarin de wetgeving van de eerste overeenkomstsluitende Staat voorziet.
2. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 40 van deze Overeenkomst, heeft de rechthebbende op prestaties inzake rust of ouderdom, overleving, invaliditeit, een arbeidsongeval of een beroepsziekte verschuldigd krachtens de wetgevingen van beide overeenkomstsluitende Staten, voor de kinderen die wonen op het grondgebied van de andere overeenkomstsluitende Staat dan die waar deze rechthebbende woont, recht op de gezinsbijslag van de overeenkomstsluitende Staat waar de rechthebbende op prestaties woont.

Artikel 39

Gezinsbijslag voor wezen

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 40 van deze Overeenkomst, heeft de wees van een overleden persoon die onderworpen was aan de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat en die woont op het grondgebied van de andere overeenkomstsluitende Staat, recht op de gezinsbijslag van de overeenkomstsluitende Staat aan de wetgeving waarvan de overledene laatstelijk en onder de bij deze wetgeving bedoelde voorwaarden onderworpen was.

Artikel 40

Samenloop

Wanneer een recht op gezinsbijslag is ontstaan in beide overeenkomstsluitende Staten, wordt de Staat waar het kind woont beschouwd als zijnde de bevoegde Staat die de last van de gezinsbijslag heeft.

TITEL IV

DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 41

Verantwoordelijkheden van de bevoegde autoriteiten

De bevoegde autoriteiten:

- (1) nemen bij administratieve schikking de nodige maatregelen voor de

toepassing van deze Overeenkomst en duiden de verbindingsorganen, de bevoegde organen en de organen van de woonplaats en van de verblijfplaats aan;

- (2) leggen de procedures van administratieve samenwerking vast evenals de betalingsmodaliteiten voor de kosten voor geneeskundige, administratieve en andere getuigschriften die noodzakelijk zijn voor de toepassing van deze Overeenkomst;
- (3) verstrekken elkaar rechtstreeks alle inlichtingen met betrekking tot de ter uitvoering van deze Overeenkomst getroffen maatregelen;
- (4) verstrekken elkaar zo spoedig mogelijk en rechtstreeks alle wijzigingen van hun wetgeving die van aard zijn invloed te hebben op de toepassing van deze Overeenkomst.

Artikel 42

Administratieve samenwerking

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst bieden de bevoegde autoriteiten, de verbindingsorganen en de bevoegde organen van elk van beide overeenkomstsluitende Staten elkaar hun bemiddeling aan, als gold het de toepassing van hun eigen wetgeving. Deze onderlinge bemiddeling is in principe kosteloos. De bevoegde autoriteiten kunnen evenwel overeenkomen bepaalde kosten te vergoeden.
2. De medische onderzoeken van personen die op het grondgebied van de andere overeenkomstsluitende Staat wonen of verblijven, worden uitgevoerd door het orgaan van de verblijf- of woonplaats, op verzoek van het bevoegd orgaan en te zijnen laste. De kosten van deze medische onderzoeken worden niet vergoed indien de onderzoeken werden uitgevoerd in het belang van beide overeenkomstsluitende Staten.
3. In geval van vergoeding, worden de kosten bedoeld in paragrafen 1 en 2 van dit artikel terugbetaald volgens de modaliteiten vastgelegd bij de administratieve schikking bedoeld in artikel 41 van deze Overeenkomst.
4. Voor de toepassing van deze Overeenkomst zijn de bevoegde autoriteiten, de verbindingsorganen en de bevoegde organen van de overeenkomstsluitende Staten ertoe gemachtigd rechtstreeks met elkaar alsmede met enig welke persoon te corresponderen, welke ook diens woonplaats is. Het corresponderen mag geschieden in een van de officiële talen van de overeenkomstsluitende Staten.

Traduction

**ACCORD ENTRE LES AUTORITÉS
COMPÉTENTES DU ROYAUME DE BELGIQUE ET DE LA RÉGION
ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE HONG KONG DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE CONCERNANT L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE
DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX COMPTES FINANCIERS
EN VUE D'AMÉLIORER LE RESPECT
DES OBLIGATIONS FISCALES INTERNATIONALES**

Considérant que, d'une part, le Gouvernement fédéral belge, le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et d'autre part, le Gouvernement de la Région Administrative Spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine entretiennent de longue date une relation étroite concernant l'assistance mutuelle en matière fiscale et désirent améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale en approfondissant cette relation;

Considérant que les lois de leurs juridictions respectives imposent ou devraient imposer aux institutions financières de communiquer des informations concernant certains comptes et de suivre des procédures de diligence raisonnable qui s'y rattachent, conformément à la portée des échanges définie à la section 2 du présent Accord et aux procédures de déclaration et de diligence raisonnable établies dans la Norme commune de déclaration;

Considérant que l'article 25 de la Convention entre le Royaume de Belgique et la Région Administrative Spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et son protocole, signés à Hong Kong le 10 décembre 2003 (la "CDI") autorise l'échange de renseignements à des fins fiscales, y compris de manière automatique, et autorise les autorités compétentes de Belgique et d'Hong Kong (les "Autorités compétentes") à définir la portée et les modalités de ces échanges automatiques;

Considérant que la Belgique et Hong Kong ont mis en place (i) les protections appropriées pour faire en sorte que les renseignements reçus conformément au présent Accord restent confidentiels et soient utilisés uniquement aux fins prévues par la CDI, et (ii) les infrastructures nécessaires à un échange effectif (y compris les processus garantissant un échange de renseignements en temps voulu, exact et confidentiel, des communications efficaces et fiables, et les moyens permettant de résoudre rapidement les questions et préoccupations relatives aux échanges ou aux demandes d'échanges et d'appliquer les dispositions de la section 4 du présent Accord);

Considérant que les Autorités compétentes souhaitent conclure un accord afin d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale sur la base d'échanges automatiques réciproques en application de la CDI, sous réserve de la confidentialité et des garanties prévues par celle-ci, y compris les dispositions qui limitent l'utilisation des renseignements échangés en vertu de la CDI;

Les Autorités compétentes sont convenues des dispositions suivantes :

SECTION 1

Définitions

1. Aux fins du présent accord ("Accord"), les termes et expressions suivants ont le sens défini ci-après :
 - (a) l'expression "**Région administrative spéciale de Hong Kong (Hong Kong)**" désigne la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine ; employé dans un sens géographique, il désigne la terre et la mer comprises dans les limites de la Région administrative spéciale de Hong Kong, y compris l'île de Hong Kong, Kowloon, les Nouveaux Territoires et les eaux de Hong Kong;

- (b) le terme "**Belgique**" désigne le Royaume de Belgique ; employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Royaume de Belgique, y compris la mer territoriale ainsi que les zones maritimes sur lesquelles, en conformité avec le droit international, le Royaume de Belgique exerce des droits souverains en ce qui concerne l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du sol et du sous-sol de la mer et des eaux surjacentes;
- (c) L'expression "**Autorité compétente**" désigne :
 - (i) en ce qui concerne Hong Kong, le "Commissioner of Inland Revenue" ou son représentant autorisé, ou toute personne ou organisme autorisé à exercer des fonctions que peut exercer actuellement le "Commissioner" ou des fonctions similaires; et
 - (ii) en ce qui concerne la Belgique, suivant le cas, le Ministre des Finances du Gouvernement fédéral et/ou du Gouvernement d'une Région et/ou d'une Communauté, ou son représentant autorisé;
- (d) L'expression "**Institution financière hongkongaise**" désigne (i) toute Institution financière résidente de Hong Kong, à l'exception de toute succursale de cette Institution financière établie en dehors de Hong Kong, et (ii) toute succursale d'une Institution financière non résidente de Hong Kong si cette succursale est établie à Hong Kong;
- (e) L'expression "**Institution financière belge**" désigne (i) toute Institution financière résidente de la Belgique, à l'exception de toute succursale de cette Institution financière établie en dehors de la Belgique, et (ii) toute succursale d'une Institution financière non résidente de la Belgique si cette succursale est établie en Belgique;
- (f) L'expression "**Institution financière déclarante**" désigne une Institution financière hongkongaise ou une Institution financière belge, en fonction du contexte, qui n'est pas une Institution financière non déclarante;

- (g) L'expression **"Compte déclarable"** désigne un Compte déclarable hongkongais ou un Compte déclarable belge, selon le contexte, à condition d'avoir été identifié en tant que tel selon les procédures de diligence raisonnable, conformément à la Norme commune de déclaration, en vigueur à Hong Kong ou en Belgique;
- (h) L'expression **"Compte déclarable hongkongais"** désigne un Compte financier ouvert auprès d'une Institution financière déclarante belge et détenu par une ou plusieurs Personnes hongkongaises qui sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration ou par une ENF passive dont une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes hongkongaises devant faire l'objet d'une déclaration;
- (i) L'expression **"Compte déclarable belge"** désigne un Compte financier ouvert auprès d'une Institution financière déclarante hongkongaise et détenu par une ou plusieurs Personnes belges qui sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration ou par une ENF passive dont une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes belges devant faire l'objet d'une déclaration;
- (j) L'expression **"Personne hongkongaise"** désigne une personne physique ou une Entité identifiée par une Institution financière déclarante belge comme résidente de Hong Kong conformément aux procédures de diligence raisonnable prévues par la Norme commune de déclaration, ou la succession d'un défunt qui était résident de Hong Kong;
- (k) L'expression **"Personne belge"** désigne une personne physique ou une Entité identifiée par une Institution financière déclarante hongkongaise comme résidente de la Belgique conformément aux procédures de diligence raisonnable prévues par la Norme commune de déclaration, ou la succession d'un défunt qui était résident de la Belgique;
- (l) L'expression **"NIF"** désigne un NIF hongkongais ou belge, selon le contexte;

- (m) L'expression "**NIF hongkongais**" désigne le "Hong Kong Identity Card number" dans le cas d'une personne physique, ou le "Business Registration number" dans le cas d'une entité;
- (n) L'expression "**NIF belge**" désigne un numéro d'enregistrement fiscal belge. Il correspond au numéro d'identification du registre national dans le cas d'une personne physique, ou au numéro unique d'entreprise dans le cas d'une entité.

- 2. Tout terme ou expression commençant par une majuscule qui n'est pas défini dans le présent Accord a le sens que lui attribue au moment considéré la législation de la juridiction qui applique l'Accord, cette définition étant conforme à celle figurant dans la Norme commune de déclaration. Tout terme ou expression qui n'est pas défini dans le présent Accord ou dans la Norme commune de déclaration a, sauf si le contexte exige une interprétation différente ou si les Autorités compétentes s'entendent sur une signification commune (comme le prévoit le droit national), le sens que lui attribue au moment considéré la législation de la juridiction qui applique le présent Accord, toute définition figurant dans la législation fiscale applicable de cette juridiction l'emportant sur une définition contenue dans une autre législation de la même juridiction.

SECTION 2

Echange de renseignements concernant des Comptes déclarables

- 1. Conformément aux dispositions de l'article 25 de la CDI et sous réserve des règles applicables en matière de déclaration et de diligence raisonnable définies par la Norme commune de déclaration, chaque Autorité compétente échangera chaque année avec l'autre Autorité compétente, de manière automatique, les renseignements obtenus conformément à ces règles et précisés dans le paragraphe 2.

2. Les renseignements qui doivent être échangés, dans le cas de Hong Kong concernant chaque Compte déclarable belge, et dans le cas de la Belgique concernant chaque Compte déclarable hongkongais, sont les suivants :
- (a) les nom, adresse, NIF, lieu et date de naissance (dans le cas d'une personne physique) de chaque Personne devant faire l'objet d'une déclaration qui est un Titulaire de ce compte et, dans le cas d'une Entité qui est Titulaire de ce compte et pour laquelle, après application des procédures de diligence raisonnable décrites à la Norme commune de déclaration, il apparaît qu'une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration, le nom, l'adresse et le NIF de cette Entité ainsi que les nom, adresse, NIF, lieu et date de naissance de chacune de ces Personnes devant faire l'objet d'une déclaration;
 - (b) le numéro de compte (ou son équivalent fonctionnel en l'absence de numéro de compte);
 - (c) le nom et le numéro d'identification (éventuel) de l'Institution financière déclarante;
 - (d) le solde ou la valeur portée sur le compte (y compris, dans le cas d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, la Valeur de rachat) à la fin de l'année civile considérée ou d'une autre période de référence adéquate ou, si le compte a été clos au cours de l'année ou de la période en question, la clôture du compte;
 - (e) dans le cas d'un Compte conservateur :
 - (i) le montant brut total des intérêts, le montant brut total des dividendes et le montant brut total des autres revenus produits par les actifs détenus sur le compte, versés ou crédités sur le compte (ou au titre du compte) au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate; et

- (ii) le produit brut total de la vente ou du rachat d'Actifs financiers versé ou crédité sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate au titre de laquelle l'Institution financière déclarante a agi en tant que dépositaire, courtier, prête-nom ou représentant du Titulaire du compte;
- (f) dans le cas d'un Compte de dépôt, le montant brut total des intérêts versés ou crédités sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate; et
- (g) dans le cas d'un compte qui n'est pas visé aux alinéas 2(e) ou (f), le montant brut total versé au Titulaire du compte ou porté à son crédit au titre de ce compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate, dont l'Institution financière déclarante est la débitrice, y compris le montant total de toutes les sommes remboursées au Titulaire du compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate.

SECTION 3

Calendrier et modalités des échanges de renseignements

1. Aux fins de l'échange de renseignements prévu à la section 2, le montant et la qualification des versements effectués au titre d'un Compte déclarable peuvent être déterminés conformément aux principes de la législation fiscale de la Juridiction qui procède à l'échange.
2. Aux fins de l'échange de renseignements prévu à la section 2, les renseignements échangés indiquent la monnaie dans laquelle chaque montant concerné est libellé.
3. S'agissant du paragraphe 2 de la section 2, et sous réserve de la procédure de notification prévue à la section 7, y compris les dates qui y sont spécifiées, les

renseignements doivent être échangés pour la première fois pour la période commençant à la première des dates suivantes: (i) au 1er juillet 2017, ou (ii) à la date stipulée dans le droit interne de Hong Kong à cette fin, et se terminant le 31 décembre 2017, puis pour toutes les années civiles suivantes. Les renseignements sont échangés dans les neuf mois qui suivent la fin de la période de référence à laquelle ils se rapportent. Nonobstant la phrase précédente, l'obligation d'échanger les renseignements pour une période de référence s'applique uniquement si les deux juridictions sont dotées d'une législation qui prévoit la communication d'informations pour cette période de référence conforme à la portée de l'échange définie à la section 2 et aux procédures de déclaration et de diligence raisonnable stipulées dans la Norme commune de déclaration.

4. Nonobstant le paragraphe 3, les renseignements à échanger pour la période commençant à la première des dates suivantes: (i) au 1er juillet 2017, ou (ii) à la date stipulée dans le droit interne de Hong Kong à cette fin, et se terminant le 31 décembre 2017, sont ceux décrits au paragraphe 2 de la section 2, à l'exception des produits bruts décrits à l'alinéa 2(e)(ii) de la section 2, qui sont à échanger pour l'année 2018 et toutes les années suivantes.
5. Les Autorités compétentes échangent automatiquement les informations décrites à la section 2 selon le schéma de la Norme commune de déclaration en langage XML.
6. Les Autorités compétentes élaborent et adoptent d'un commun accord une ou plusieurs méthodes de transmission de données, y compris sur des normes de cryptage.

SECTION 4

Collaboration en matière d'application et de mise en œuvre de l'Accord

Une Autorité compétente transmet une notification à l'Autorité compétente de l'autre partie lorsque la première Autorité compétente a des raisons de croire qu'une

erreur peut avoir eu pour conséquence la communication de renseignements erronés ou incomplets ou qu'une Institution financière déclarante ne respecte pas les obligations déclaratives en vigueur et les procédures de diligence raisonnable définies dans la Norme commune de déclaration. L'Autorité compétente ainsi informée applique toutes les dispositions appropriées de son droit interne pour corriger ces erreurs ou remédier aux manquements décrits dans la notification.

SECTION 5

Confidentialité et protection des données

1. Tous les renseignements échangés sont soumis aux obligations de confidentialité et autres protections prévues par la CDI, y compris les dispositions qui limitent l'utilisation des renseignements échangés et, dans la mesure où cela est nécessaire pour garantir le degré requis de protection des données personnelles, conformes aux protections qui peuvent être exigées par le droit interne de l'Autorité compétente qui communique les données, tel que stipulé dans la notification du paragraphe 1(b) de la section 7.
2. Chaque Autorité compétente informe immédiatement l'Autorité compétente de l'autre partie de toute violation de l'obligation de confidentialité ou des protections, ainsi que de toute sanction et action corrective qui en résultent.

SECTION 6

Consultations et modifications

1. En cas de difficulté dans l'application ou l'interprétation du présent Accord, chaque Autorité compétente peut solliciter des consultations en vue d'élaborer des mesures appropriées pour garantir l'exécution du présent Accord.

2. Le présent Accord peut être modifié par accord écrit des Autorités compétentes. Sauf disposition contraire, une telle modification prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période d'un mois après la date de la dernière signature de cet accord écrit ou de la dernière notification échangée aux fins d'un tel accord écrit.

SECTION 7

Durée de l'Accord

1. Le présent Accord prend effet à la date de la dernière notification effectuée par chaque Autorité compétente confirmant :
 - (a) que sa juridiction a adopté la législation nécessaire pour mettre en œuvre la Norme commune de déclaration et spécifiant les dates d'entrée en vigueur concernant les Comptes Préexistants, les Nouveaux Comptes et l'application ou l'achèvement des procédures de déclaration et de diligence raisonnable;
 - (b) les protections éventuelles pour la protection des données personnelles qui peuvent être exigées par l'Autorité compétente qui communique les données en vertu de son droit interne et qui doivent être respectées par l'Autorité compétente qui les reçoit;
 - (c) la mise en place des mesures appropriées pour assurer le respect de la confidentialité et de la protection des données requises et joignant le questionnaire sur la confidentialité et la protection des données dûment complété; et
 - (d) que la juridiction est en mesure de se conformer aux garanties de protection des données édictées par l'Autorité compétente de l'autre partie dans sa notification conformément au paragraphe 1(b) de la section 7.

Chaque Autorité compétente doit notifier promptement à l'Autorité compétente de l'autre partie tout changement subséquent aux notifications susmentionnées.

1. Une Autorité compétente peut suspendre l'échange de renseignements visé par le présent Accord moyennant préavis écrit adressé à l'Autorité compétente de l'autre partie indiquant que cette dernière commet ou a commis un manquement grave au présent Accord. Cette suspension est à effet immédiat. Aux fins du présent paragraphe, l'expression "manquement grave" désigne notamment le non-respect des obligations de confidentialité et des dispositions relatives à la protection des données du présent Accord et de la CDI, le fait pour l'Autorité compétente de ne pas communiquer des renseignements appropriés ou en temps voulu comme le prévoit le présent Accord, ou de qualifier des Entités ou des comptes d'Institutions financières non déclarantes et de Comptes Exclus en allant à l'encontre des objectifs de la Norme commune de déclaration.
3. Chacune des Autorités compétentes peut dénoncer le présent Accord moyennant préavis écrit adressé à l'Autorité compétente de l'autre partie. Cette dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date du préavis. En cas de dénonciation, tous les renseignements déjà reçus au titre du présent Accord restent confidentiels et soumis aux dispositions de la CDI.

Signé en double exemplaire à Paris le 16 mars 2017 en langue anglaise.

Autorité compétente pour la Belgique

Pour le Gouvernement fédéral belge,

Pour le Gouvernement flamand,

Pour le Gouvernement de la Région
wallonne,

Pour le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale

Autorité compétente pour
la Région Administrative
Spéciale de Hong Kong de la
République Populaire de Chine

Piet DE VOS
Conseiller
Service public fédéral Finances

WONG Kuen-fai
Commissioner of Inland Revenue
Inland Revenue Department